



DANS CE NUMÉRO:
LE CONSEIL INAUGURAL DU NORD DE L'ONTARIO A LIEU
 >> **PAGE 2**
MOMENT DE VÉRITÉ POUR LA RÉFORME ÉLECTORALE>> **PAGE 3**
ENTENTE NOVATRICE AVEC UN CONSEIL SCOLAIRE DE WATERLOO
 >> **PAGE 4**

VOLUME 4, NO.22

WWW.UNIFOR.ORG

3 NOVEMBRE 2016



uniFORUM



Unifor réussit à négocier des conventions avec les trois fabricants d'automobiles de Detroit, alors qu'une entente de principe est conclue avec Ford.

Unifor fait du lobbying contre le PTP auprès des députés

Des membres d'Unifor de partout au Canada sont à Ottawa cette semaine pour prévenir les députés des dangers du Partenariat transpacifique et les exhorter à ne pas le ratifier.

« Unifor fait sentir sa présence à Ottawa et s'assure que les députés sachent que les Canadiennes et Canadiens veulent des accords commerciaux qui profitent à tous plutôt que d'imposer un nivellement par le bas », a déclaré Jerry Dias, président national d'Unifor.

Le Comité permanent de la Chambre des communes sur le commerce international a d'abord débuté la semaine en annonçant qu'il prolongeait une troisième fois la date limite des contributions du public, soit jusqu'au 27 janvier 2017.

Le matin de l'Halloween, les politiciens et le personnel parlementaire se sont réveillés en entendant des nouvelles à la radio et en lisant les journaux annonçant qu'Unifor était en ville. Des membres d'Unifor ont ensuite

Marche à Montréal pour un salaire minimum de 15\$

Une délégation impressionnante de membres d'Unifor a participé à la marche de Montréal le 15 octobre pour réclamer un salaire minimum de 15 \$.

« Une hausse du salaire minimum est une étape essentielle pour aider tous les travailleurs à sortir de la pauvreté. Comment se fait-il qu'une personne qui travaille à temps plein toute

>> **Suite à la page 2**

Unifor négocie une entente garantissant l'avenir de l'industrie automobile au Canada

Unifor a conclu une entente de principe avec Ford garantissant des investissements dans les activités de Ford et qui renforce aussi l'entente type établie avec General Motors (GM).

« Les négociations avec Ford ont été les plus difficiles à ce jour, mais nos comités ont travaillé ensemble pour y parvenir et nous avons réussi à négocier l'entente type », a déclaré Jerry Dias, président national d'Unifor. «

Cette entente de principe prévoit un investissement de 713 millions de dollars dans les opérations de Ford, un plan pour une capacité de production à long terme, et offre aussi des hausses bien méritées à nos membres. »

Avec cette entente de principe, Unifor a réussi à négocier des contrats avec les trois fabricants d'automobiles de Detroit qui adhèrent à l'entente type. En tout, Unifor a négocié un total

>> **Suite à la page 3**

>> **Suite à la page 3**

Une affiche en milieu de travail encourage les activités de recrutement

Le Service de recrutement a conçu des nouvelles affiches pour les lieux de travail avec l'objectif de sensibiliser directement les membres d'Unifor. Grâce à ces affiches, nous espérons que nos propres membres penseront aux gens autour d'eux : les enfants de leurs proches et leurs amis qui pourraient tirer avantage de l'appui d'un syndicat.

Deux versions des affiches sont disponibles présentant de jeunes travailleuses et travailleurs nouvellement syndiqués dans un lieu de travail du secteur des télécommunications; l'une des affiches est incluse dans le présent numéro d'Uniforum. Les affiches font partie de la campagne « Tous ensemble! » qui cherche à sensibiliser davantage les gens au recrutement et à encourager les membres à jouer un rôle actif dans la croissance du syndicat. Ces affiches devraient être placées dans les lieux de travail représentés par votre section locale.

Pour obtenir de plus amples renseignements, visitez le site unifor.org/tousensemble



Uniforum est publié toutes les deux semaines par Unifor, le plus grand syndicat du secteur privé au Canada.

Vous pouvez nous joindre au:

Uniforum

Service des communications d'Unifor
205 Placer Court, 5e étage
Toronto (Ontario) M5H 3H9
1-800-268-5763

communications@unifor.org

www.unifor.org

Conseil inaugural du nord de l'Ontario

Une cérémonie traditionnelle autochtone avec tambours a officiellement accueilli 90 membres d'Unifor au Conseil inaugural du nord de l'Ontario, tenu à Thunder Bay, les 21 et 22 octobre.

« Les défis pour les membres sont très différents ici compte tenu de la grandeur de la région géographique et de l'histoire nordique », a déclaré Naureen Rizvi, directrice de la région de l'Ontario d'Unifor.

La réunion du nouveau Conseil a été organisée pour discuter des préoccupations propres à la région. En s'adressant aux déléguées et délégués, Naureen Rizvi a abordé les enjeux suivants touchant le nord de l'Ontario: l'accès à Internet, les tarifs d'hydroélectricité, la sous-représentation au gouvernement et l'appui à l'initiative Vérité et réconciliation pour les

communautés autochtones.

Le maire de Thunder Bay, Keith Hobbs, a partagé son inquiétude au sujet du manque de financement provincial et fédéral pour développer et soutenir des programmes autochtones, alors que Volker Kromm de l'Association régionale de distribution alimentaire a souligné l'importance des banques alimentaires dans toute la région nordique.

Le dernier jour de la conférence, la députée de Thunder Bay et ministre de la Condition féminine, Patty Hajdu, a parlé de l'importance du travail en matière d'équité. « Nous voulons tous une société où les femmes et les filles ont les mêmes opportunités de s'épanouir que les hommes et les garçons », a-t-elle souligné. « Le moment est venu, nous devons tous réaffirmer notre engagement à l'égard de l'égalité des genres. »

Katha Fortier, adjointe au



Marilyn Netemegesi, membre de la section locale 7-O, annonce l'ouverture officielle du Conseil du nord de l'Ontario.

président national d'Unifor, s'est aussi adressée aux déléguées et délégués pour leur parler du pouvoir de notre syndicat et de la force de la solidarité. « Thunder Bay a le taux de syndicalisation le plus élevé au pays, a-t-elle mentionné. Vous avez ici même un pouvoir d'influence politique et de changement social. J'invite tout le monde à réfléchir à comment nous pouvons augmenter ce pouvoir encore davantage. »

>> Suite de "Marche à Montréal pour un salaire minimum de 15\$" sur page 1

l'année soit forcée de recourir aux banques alimentaires et qu'elle n'arrive jamais à joindre les deux bouts? C'est inacceptable », a déclaré Renaud Gagné, directeur québécois d'Unifor, qui a participé à la marche.

Plus de mille personnes sont descendues dans la rue avec des bannières et des drapeaux pour réclamer une hausse du salaire minimum au Québec et améliorer la vie des travailleuses et travailleurs. Plusieurs organisations communautaires, syndicales, politiques et étudiantes de partout au Québec appuient la campagne et représentent la voix collective de centaines de milliers de personnes.

Le salaire minimum au Québec est l'un des plus bas au pays à 10,75 \$ de l'heure, malgré une



Des membres marchent à Montréal pour réclamer un salaire minimum vital pour tous les travailleurs.

hausse le 1er mai de 0,20 \$ de l'heure. Présentement, 733 700 personnes gagnent le salaire minimum, alors qu'une personne sur dix qui recourt aux banques alimentaires a un emploi.

En dépit du mythe stéréotypé

au sujet des travailleuses et travailleurs rémunérés au salaire minimum, la majorité d'entre eux au Québec ne sont pas étudiants, ils travaillent à temps plein et ont plus de 25 ans.

>> Suite de "Unifor fait du lobbying..." sur page 1

rencontré près de 50 députés du gouvernement et des partis de l'opposition pour exprimer leurs préoccupations précises au sujet du projet du PTP:

Le mécanisme de règlement des différends entre États et investisseurs (ISDS) va permettre aux entreprises de poursuivre les gouvernements s'ils adoptent des lois qui nuisent à leurs profits, même si ces lois sont dans l'intérêt du public;

Les dispositions relatives aux brevets dans le cadre du PTP vont hausser le prix des médicaments sur ordonnance;

Des emplois seront perdus et des collectivités locales en souffriront; plusieurs études ont évalué que le PTP pourrait entraîner des suppressions

d'emplois partout au Canada, tout en offrant fort peu d'avantages économiques au pays.

Bien que les rencontres se sont concentrées sur le PTP, les membres d'Unifor ont aussi souligné aux députés qu'ils souhaitent que le Canada signe des accords commerciaux pour répondre d'abord aux besoins des travailleurs et non à ceux des entreprises, a dit Roland Kiehne, directeur du Service de la mobilisation des membres et de l'action politique d'Unifor.

« Unifor croit au commerce, mais le commerce doit aider les travailleurs », a-t-il souligné.

« Nous voulons que les accords commerciaux soient négociés dans le but d'aider les gens, et non de leur faire du tort. Pour atteindre cet objectif, la première étape consiste à ne pas ratifier le PTP. »



Des membres partagent les résultats de recherche sur les impacts du PTP avec Bryan May, député libéral de Cambridge, en Ontario.

Il a souligné que les efforts récents de la région wallonne en Belgique de refuser un accord entre le Canada et l'Union européenne ont mis en évidence les préoccupations que plusieurs gens ont à l'égard des pouvoirs extraordinaires accordés aux entreprises dans le cadre d'accords

commerciaux, ainsi que les répercussions de ces accords dans la vie des gens.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le PTP et la campagne menée par Unifor contre le PTP, visitez le site unifor.org/tpp, et pour consulter le matériel en français, visitez le site unifor.org/ptp

>> Suite de "Unifor négocie une entente..." sur page 1

de 1,5 milliard de dollars en investissement dans le secteur de l'automobile. Les négociations ont aussi répondu aux principales priorités établies par le Conseil de l'automobile au printemps dernier : obtenir des investissements et des hausses salariales pour les membres.

Outre des investissements et une garantie de production de moteurs, les autres modalités de l'entente de principe comprennent des hausses salariales de 2 % à la première et à la quatrième année de la convention, une prime de 6 000 \$ à la ratification de l'entente, des paiements forfaitaires de 2 000 \$ à la deuxième, troisième et quatrième année, des bonifications au régime d'avantages sociaux et une meilleure progression salariale offrant des milliers de dollars en gains additionnels aux membres.

Le Comité a aussi réussi à rejeter les demandes de Ford qui voulait mettre en place une main-d'œuvre à temps plein temporaire, moins bien rémunérée, et couper

les avantages en soins de santé à long terme.

Les membres d'Unifor auront le dernier mot sur l'entente de principe lors d'un vote qui aura lieu pendant les assemblées locales des membres le samedi 5 novembre et le dimanche 6 novembre.

« Lorsque notre syndicat réussit à négocier des emplois bien rémunérés, nos collectivités en bénéficient aussi, et voilà exactement pourquoi il est important d'investir au Canada », a affirmé Jerry Dias.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les négociations, consultez le site: unifor.org/AutoTalks16, (en anglais)



Moment de vérité pour la réforme électorale

Le président national Jerry Dias a déclaré au comité du gouvernement fédéral qui se penche sur la réforme du système électoral que les Canadiennes et Canadiens ont donné un mandat au gouvernement à réformer le système.

« Nos membres et la plupart des Canadiennes et Canadiens croient qu'ils ont voté pour du changement aux dernières élections. Nous avons voté pour du changement au gouvernement et, dans une perspective de changement électoral, nous nous attendons à des réformes spécifiques qui soient compréhensibles et explicables », a dit Jerry Dias au comité le 25 octobre à Ottawa.

Sa présentation devant le Comité parlementaire spécial sur la réforme électorale a couvert plusieurs semaines de

consultations et de travail menés par des membres d'Unifor qui se sont mobilisés pour participer et prendre la parole aux audiences. « Ce processus approche rapidement un moment de vérité », a affirmé Jerry Dias devant le comité en rappelant que trois des principaux partis politiques aux dernières élections étaient en faveur d'une réforme électorale. Les déléguées et délégués au congrès national ont adopté une résolution unanime pour soutenir la représentation proportionnelle. Pour lire la résolution, une copie de la présentation, ou pour obtenir plus d'information sur notre campagne en vue de changer le système électoral, visitez le site unifor.org/electorale reforme Le comité soumettra son rapport au Parlement le 1er décembre.



Entente sans précédent avec le conseil scolaire de Waterloo

Les membres de la section locale 302 d'Unifor ont ratifié par une écrasante majorité une convention collective de trois ans avec le conseil scolaire du district catholique de Waterloo, évitant ainsi un possible arrêt de travail. Ce fut tout un défi de conclure cette entente, car le conseil subissait des pressions et des instructions de la part du ministère de l'Éducation afin de maintenir les conditions monétaires établies dans d'autres conventions collectives du secteur de l'éducation. Les dirigeants et le comité de négociation de la section locale 302 d'Unifor sont restés fermes en insistant sur le fait que les points monétaires devaient progresser; ils ont ensuite travaillé à trouver une solution créative

pour y arriver. Bien que l'entente maintienne les augmentations de base établies dans d'autres conventions, les membres reçoivent plus d'argent dans leur poche grâce à des bonifications d'allocations et à la création de nouvelles allocations spéciales. En outre, la nouvelle convention collective hausse les congés-éducation payés et prévoit des initiatives novatrices en matière d'équité en emploi et d'inclusion en milieu de travail, en santé mentale et en regroupement. L'entente comprend également des dispositions précises sur les répercussions de l'infâme projet de loi 115 du gouvernement de l'Ontario contre les travailleuses et travailleurs; ce projet de loi a depuis été qualifié

DANS CE NUMÉRO Unifor prévient les députés des dangers du Partenariat transpacifique. Une entente de principe est conclue avec Ford. Les travailleuses et travailleurs du Québec descendent dans la rue à Montréal pour réclamer un salaire minimum de 15\$. Le premier Conseil du nord de l'Ontario a eu lieu à Thunder Bay, et plus encore!



Les membres du comité de négociation de la section locale 302 d'Unifor ont réussi à conclure une entente après une ronde de négociation difficile.

d'anticonstitutionnel par un tribunal ontarien. Le tribunal a enjoint les parties à conclure une entente afin de corriger la situation ou sinon de retourner devant le juge pour qu'il tranche la question. Le comité de négociation a réussi

à intégrer une disposition qui stipule que cette entente est adoptée sans préjudice à l'égard de toute position que le syndicat ou l'employeur pourrait prendre quant au respect de son impact, y compris des conséquences et des recours possibles.